N° 3606 — 10e Année — CINQ CENTIMES — Lundi 2 Mai 1898

LE PETIT PROVOCATEUR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION & ADMINISTRATION : ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon) TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs. — Un an 24 francs.

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

L'Avenir de Roubaix-Tourcoing commencera prochainement la publication d'un nouveau feuilleton.

Les lois intangibles

J'ai entendu dernièrement un orateur clérical demander aux républicains ce qu'ils entendaient par « lois intangibles ». Vous avez donc, en République, disait-il, des lois dynastiques, auxquelles il n'est pas permis de toucher, dont on ne peut pas réclamer la modification ? Je ne sache pas, ajoutait-il, que les lois scolaire et militaire soient dans la Constitution, et si nous devenons la majorité, pourquoi et comment nous serait-il interdit de les changer ?

Il est facile de répondre que si les cléricaux devenaient la majorité, ils ne se gêneraient pas pour toucher aux lois « scélérates » et nous aurions eu beau les proclamer intangibles. C'est précisément pourquoi le pays tiendra à conserver une forte majorité de républicains fermement décidés à ne pas se laisser entamer, à ne rien céder de nos grandes conquêtes républicaines dans les voies de la liberté, de l'équité et du progrès. Majorité intangible de sincères républicains, voilà ce qu'il faut et ce que nous donneront les prochaines élections.

Ecartons sans hésitation ceux qui parlent de modifications de nos grandes lois républicaines ou *conserveni sur elles un silence équivoque.*

Si nous les laissions passer et s'ils devenaient majorité ce serait fait de la neutralité de l'école, de la liberté des citoyens de l'égalité du service militaire... Et comme l'appétit vient en mangeant après les lois républicaines, ce serait le tour de la République elle-même. Comme en 1848, pour sauver la religion, la famille, la propriété, la République « honnête et modérée » se serait bientôt plus et il faudrait un grand sabre entre les mains d'un dictateur d'un empereur ou du roy.

C'est par ces chemins remplis de pièges et de fondrières qu'on voudrait faire repasser notre démocratie. Heureusement que la troisième République a plus de vie, de lumière, d'expérience que la seconde, et si elle reçoit de pareilles protestations d'amour et de dévouement, elle sait distinguer les bons et les mauvais moïts, et les séducteurs n'ont pas beau jeu avec leurs faux nez.

Aujourd'hui, les lois scolaire et militaire sont la *pierre de touche* des candidats et sur ce point nous tombons d'accord avec les cléricaux et les réactionnaires, c'est-à-dire que nous voulons qu'on s'explique, et qui n'est pas avec nous est contre nous.

Lisons la *Croix* du 30 avril :

« La fédération électorale de 1898 voulant défendre, sous la République, les intérêts religieux, fait appel au dévouement de tous ses comités et adhérents.

« E le leur demande, à ce moment décisif de la préparation électorale, de redoubler d'activité et de prendre pour règle de leur conduite les résolutions suivantes :

« 1° Susciter et soutenir les candidats qui, sur le terrain constitutionnel, loyalement accepté, affirmeront la nécessité de réformer, en ce qu'elles ont de contraire à la liberté et au droit commun, les lois dirigées contre les catholiques ;

« 2° Combattre les candidats qui proclameront ces lois « intangibles » ;

« 3° En ce qui concerne les candidats silencieux sur cette revendication des catholiques, *subordonner le concours de ceux-ci* aux circonstances locales, aux engagements pris, aux compensations obtenues ;

Lisons maintenant le *Gaulois* (1er mai) :

« Nous soutenons de toutes nos forces *les monarchistes* et les autres conservateurs, quelles que soient leurs origines et quels que soient leurs buts, parce qu'il ne s'agit pas, le 8 mai, de monarchie, d'empire ou de république, mais de la défense sociale, de la lutte contre le socialisme, et que, sur ce terrain-là, leur programme est le même et qu'il est le nôtre.

« Ce terrain, c'est *Monsieur le duc d'Orléans* lui-même qui nous l'a assigné, par amour pour le pays, dont l'existence est menacée par le socialisme. La menace est si évidente, que le gouvernement et ses partisans, par un sentiment qui les honore non moins, ont aussi compris la lutte électorale sur le même terrain...

« *Nous ne refuserons pas notre concours* aux républicains qui poursuivent le même but, et nous ne leur refuserons pas à raison de ce but, mais pourtant à une condition. Nous ne leur demanderons pas l'engagement d'abroger immédiatement des lois qu'ils ont votées et que, par conviction ou par amour-propre, ils ne veulent pas abroger, parce que nous ne voulons pas leur imposer des conditions qui leur seraient trop pénibles : nous leur demanderons seulement d'abord de ne pas les appliquer dans un esprit sectaire et persécuteur, et ensuite de ne pas rendre notre concours impossible par des déclarations intempestives et irréductibles.....

« Je sais bien que le gros de cette affaire ou plutôt, le décisif ne se tranchera pas le 8 mai, mais le 22 mai, au scrutin de ballottage, mais il est pendant de prendre ses précautions dès à présent. M. Emile Olivier, que nous avons eu l'honneur de rencontrer hier, nous disait :

« — Rien n'est plus silencieux qu'une poudrière la veille de son explosion. »

Voilà une belle autorité : l'homme « au cœur léger », l'homme de la guerre de l'impératrice ! Mais le souvenir n'était pas inutile.

Les Français savent que l'abandon de la liberté, c'est l'invasion, c'est la ruine et le démembrement de la patrie.

Maxime LECOMTE.
Sénateur du Nord.

LE MOT D'ORDRE ÉLECTORAL

Les déclarations de M. Barthou sur l'instituteur à l'école et le curé à l'église n'ont trompé personne. Elles n'engageaient nullement le gouvernement. Le mot d'ordre est donné. Il est publié partout, dans toutes les professions de foi — de foi religieuse — des candidats chers à M. Méline.

Voici ce que dit, dans la deuxième circonscription de Nord, représentée par M. de la Porte, député sortant, radical, le candidat de M. Méline, M. Sprunck :

J'approuve la politique républicaine de M. Méline, parce que je la crois la seule qui, à l'extérieur, puisse assurer le respect de notre drapeau et le maintien de nos alliances ; la seule qui, à l'intérieur, puisse permettre à tous les hommes de bonne volonté de n'unir pour la défense des principes sur lesquels reposent toute nationalité et toute société.

Tous les hommes de bonne volonté, nous connaissons cela. C'est le langage de l'Evangile. «Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté.» M. Sprunck développe, du reste, sa pensée quelques lignes plus loin :

Je suis partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, parce que cette mesure ne servirait qu'à irriter encore, entre citoyens français, les néfastes *haines religieuses qui font vivre les politiciens*, mais qui épuisent notre pays.

Les haines religieuses : toujours la même antienne. C'est précisément celle que nous prêche, dans la deuxième circonscription de Tulle, M. Delpeuch, sous-secrétaire d'Etat aux postes et télégraphes, un membre du gouvernement !

Union entre les républicains, paix religieuse ; paix sociale, telles sont, aujourd'hui comme hier, les idées dont je me réclame et qui vous sont chères comme à moi.

Autre fait. M. Chaudey, qui représente la première circonscription de Lure (Haute-Saône), n'a jamais passé pour un ennemi de radicalisme. Il paraît cependant que M. Chaudey, qui a deux radicaux en face de lui, a adopté le programme radical. Son successeur, M. de Saligny-Fenelon, qui se présente comme républicain-progressiste, l'étique de M. Méline, dit :

Je réclamerai la liberté religieuse la plus complète, sans distinction de culte ni de personnes, liberté pour l'école, liberté pour les associations, égalité de tous devant la loi et devant la justice.

Les évêques s'en mêlent, eux aussi. Le bouillant archevêque d'Aix, dans une lettre qu'il adresse « à un ami », s'exprime ainsi :

Dites donc, mon cher ami, dans vos journaux, dans vos réunions, répétez à tous les électeurs : Les lois que font contre le droit divin les sénateurs et les députés sont radicalement nulles ; nous ne leur devons aucun respect, aucune obéissance : il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. Vous devez leur parler au nom du bien, et voici notre programme. Vous devez dire : Nous voulons que nos représentants adorent et servent Dieu.

C'est assez de citations. Le mot d'ordre est général. Les électeurs n'ont qu'à se tenir sur *leurs gardes*.

M. V.

La hausse du blé

Paris, 30 avril. — La *République française* de ce soir publie sous la signature de M. Henri Sagnier la lettre suivante :

« Sans nous inquiéter plus que de raison de tout le tapage fait par les socialistes au sujet du prix du blé et du pain, il convient de suivre avec attention les faits qui se produisent à l'extérieur. En effet, comme nous l'avons indiqué à diverses *reprises*, c'est des fluctuations des marchés étrangers que dépend surtout la tenue des prix en France.

Depuis deux jours, l'affolement, qui s'était manifesté, surtout en Angleterre, s'est sensiblement atténué. La hausse s'est arrêtée, même aux Etats-Unis.

Les exportateurs américains sont évidemment sous le coup de la menace de leur propre gouvernement, d'élever les droits de tonnage des navires dans les ports. On sait que, pour se *créer des ressources*, le gouvernement américain a la prétention de relever dans d'énormes proportions, le droit de tonnage des navires dans les ports. Ce droit, qui est actuellement de 30 cents par tonne, serait porté à 2 20 dollars.

Cette mesure, si elle était appliquée, aurait pour résultat, sinon de chasser les navires anglais *ou autres des ports américains*, du moins d'exercer l'influence la plus néfaste sur les prix des marchandises exportées.

Et ce qui concerne le blé, les marchés européens se refuseraient certainement à payer les prix qui seraient la conséquence de ces nouveaux frais, et ils se retourneraient de plus en plus vers les autres sources d'approvisionnement. Les vendeurs américains, qui doivent absolument liquider leurs marchandises avant la prochaine récolte, seront donc obligés de diminuer leurs prétentions actuelles

Mais on peut compter que les Américains sont gens trop pratiques pour persister dans un projet dont le principal résultat tendrait à faire refluer les navires dans les ports du Canada. Les approvisionnements de blé sont, par les lacs, aussi bien à portée de ces derniers *ports qu'à celle de ceux des Etats-Unis.*

Sans doute, la situation est toujours tendue ; tous les gens sérieux le reconnaissent. Mais la panique paraît absolument enrayée. On en est aujourd'hui au tassement des cours : quand on est arrivé à cette période, celle de la baisse n'est pas éloignée.

Echos et Nouvelles

La poste au Spitsberg. — Le gouvernement norvégien a fait installer un bureau de poste à Advent-Bay, au fond du pôle arctique, les touristes pourront donnez des nouvelles de leurs engelures.

Le paradis terrestre au pôle Nord. — Un savant anthropologiste, M. Louis Vilser, croit que le paradis terrestre était dans les environs du Pôle Nord, à en juger par la forme des crânes scandinaves qui seraient les plus purs. »

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique spécial

LA GUERRE ENTRE l'Espagne et les Etats-Unis

AUX ÉTATS-UNIS

La panique à Key-West

Key-West, 30 avril. — *Une certaine panique* règne à Key-West. Elle est occasionnée par la crainte d'une attaque de la part de la flotte espagnole.

Plusieurs femmes ont déjà quitté la ville ; un grand nombre d'autres se disposent à partir.

A la recherche de la flotte espagnole

New-York, 30 avril. — Toute l'attention publique est concentrée en ce moment sur les mouvements de la flotte espagnole qu'on dit avoir quitté le cap Vert, hier matin à sept *heures.*

L'amiraauté a son plan fait pour le cas où la flotte espagnole se porterait à l'ouest des Canaries, laissant ainsi ces îles sans défense. Il serait alors possible aux navires américains de s'en emparer et de couper la flotte de sa base d'opération la plus rapprochée du continent.

En tous cas, un engagement entre l'escadre espagnole et l'escadre volante américaine de *Hampton-Roads reste toujours possible.*

Cette dernière escadre a reçu l'ordre de se tenir prête à prendre immédiatement la mer, en se faisant précéder des croiseurs les plus rapide, le *Saint-Louis* et le *Saint-Paul*, qui battront la mer pour chercher à surprendre les mouvements de l'ennemi.

Une bombe à bord

Londres, 30 avril. — On mande de New-Yorck au *Daily Mail* :

Le bruit court qu'on aurait tenté de faire sauter le croiseur « Vesuvius ». On aurait trouvé une bombe de dynamite dans le charbon qui était destiné à ce navire.

MACHINE INFERNALE

Londres, 30 avril. — Deux journaux du matin publient la dépêche suivante :

« Une machine infernale a été découverte dans une salle de Sérnt à Washington.

Le gouverneur de la Géorgie a été informé que des espions espagnols tenteraient de faire sauter les trains qui transporteront les troupes.

NOUVELLE EXPLOSION

On télégraphie de matin de New-York au *New-York Herald* :

Une nouvelle explosion de dynamite, dont la cause reste très suspecte, s'est produite hier dans les ateliers de l' « Atlantique » à Dover.

Six hommes ont été tués et quatre autres blessés.

ESPION SURPRIS

On mande de Jacksonville (Floride), au *Morning Post* :

On croit que le lieutenant Rowau, qui avait été chargé d'aller conférer avec les insurgés cubains, est tombé aux mains des Espagnols.

Menées suspectes

Le correspondant du *Daily Mail* raconte que des vols mystérieux ont été opérés à bord des bateaux capturés par les Américains.

Sur le *Catalina*, seul, des valeurs s'élevant à 25,000 dollars ont disparu.

Le correspondant du *Standard* à Washington dit que la découverte d'un espion espagnol à bord du monitor *Puritan*, n'est qu'un seul fait d'une série d'incidents qui forcent les autorités américaines à croire qu'il existe aux Etats-Unis une bande nombreuse et active d'espions.

Ordres secrets

New-York, 30 avril. — Le général Miles a confié plusieurs fois hier, avec son état-major au sujet des opérations militaires qui doivent être dirigées contre Cuba.

Les décisions prises sont tenues absolument secrètes.

Tampa, 30 avril. — Le général Nunez, qui dirigea de nombreuses expéditions flibustières est arrivé ici venant de Warhington porteur d'une lettre du général Miles. Il a eu une entrevue avec le général Wade, commandant des forces réunies à Tampa, et avec plusieurs chefs cubains.

New-York, 30 avril. — Dès que le gouvernement eut reçu la nouvelle officielle du départ de la flotte espagnole du cap Vert, il a adressé à l'escadre volante des ordres qui sont tenus absolument secrets.

Dans l'Atlantique

Le départ de la flotte espagnole

On mande de Washington au *Standard* :

Au département de la marine, le départ de la flotte espagnole a causé une véritable consternation.

Un plan de défense basé sur l'hypothèse de l'attaque de la côte septentrionale par les Espagnols a été élaboré.

On télégraphie de Washington au *Daily News* :

Il n'est pas impossible qu'on tente prochainement des descentes à Porto-Rico.

D'après le correspondant du *Daily News*, cette tentative aurait lieu avant l'arrivée de la flotte espagnole.

On craint, dit le correspondant du *Daily Mail* à Washington, que la flotte espagnole ne soit partie pour la Trinidad, où l'Espagne possède une station de charbon et des moyens de réparations. Dans ce cas, la flotte pourrait tenter d'intercepter l'*Orégon*.

Devant Cardenas

Une dépêche de Key-West au *Daily Mail* annonce que la nouvelle du bombardement de Cardenas reposait uniquement sur les affirmations de deux matelots du *Puritan*.

Le capitaine Harrington, commandant de ce monitor, dit qu'il n'y a rien de vrai dans ce récit et que, quand il est parti de son point de bloc-us, tout était tranquille.

Une dépêche officielle de Cuba confirme qu'en face du port de Cardenas, la canonnière *Lizarra* a obligé un destroyer américain à se retirer. L'ennemi a tiré 60 coups de canon sans produire d'autres dégâts qu'une légère avarie dans le bras d'amarre de la *Lizarra*.

Bombardement de Cardenas

Nek-West, 30 avril. — Le navire *New-York a bombardé pendant un quart d'heure le port* de Cardenas. Le croiseur a lancé 50 obus qui ont obligé les Espagnols à se retirer.

Le canon gronde

Le *Morning Post*, dans une seconde édition publie ce qui suit :

Une dépêche annonce d'après un télégramme d'Eastport qu'on entend le bruit de canons de gros calibre dans la direction de Sandy Hook.

On croit que le croiseur « Minneapolis » est *engagé avec un navire espagnol.*

A CUBA

Key-West, 30 avril. — *La ville de Manzanillo* (Cuba) était tombée entre les mains des insurgés.

Les Espagnols du Mexique

Madrid, 30 avril. — Les Espagnols résidant au Mexique, après avoir payé un bâtiment de guerre télégraphient que pour aider l'Espagne à faire la guerre aux Etats-Unis, une souscription a été ouverte qui, dans une 1re liste, a donné 1,800,000 pesetas.

DERNIÈRE HEURE AUX PHILIPPINES

Situation critique

Sanghai, 30 avril. — D'après des dépêches de Manille, la situation aux Philippines est des plus critiques. A la suite du manque d'argent, les défenses de Manille n'ont pu être effectuées, de telle sorte que les munitions de guerre manquent. Les denrées de toute espèce sont hors de prix ; la population blanche commence à quitter la campagne pour se réfugier à Manille, les indigènes ayant commencé à se soulever. Plusieurs Espagnols, parmi lesquels des femmes et des enfants ont été massacrés.

Un grand rassemblement d'indigènes est signalé sur la côte Est de Bulacan, où le chef des insurgés Aguinaldo doit débarquer, conduit par l'escadre américaine.

Dès que les indigènes auront reçu les armes et les munitions apportées par l'escadre américaine ils attaqueront Manille. On craint un massacre épouvantable.

Les insurgés sont particulièrement exaspérés contre les prêtres.

Conseil des Ministres

Paris, 30 avril. — Les ministres se sont réunis ce matin à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

MM. Cochery, Turrel et Boucher n'assistaient pas à la réunion.

La Question du Blé

M. Méline a entretenu ses collègues de la situation des marchés du blé. Il a annoncé son intention de réunir mardi la section permanente du Conseil supérieur de l'agriculture.

La Situation électorale

M. Barthou a mis le Conseil au courant des *renseignements qui lui sont parvenus sur l'ensemble* de la situation électorale.

Les affaires extérieures

M. Hanotaux a fait connaître l'état des diverses affaires extérieures.

Le Conseil se réunira mardi prochain à l'Elysée.

Chronique Electorale

Les Candidats du Nord

1re circonscription de Cambrai

M. Paul BERSEZ

Maire de Cambrai

Vice-Président du Conseil d'Arrondissement

A l'unanimité, le Congrès des délégués républicains des communes de la 1re circonscription de Cambrai, a choisi M. Paul Bersez pour succéder, à la Chambre, à M. Michau, député sortant, qui se retire de la vie politique pour se consacrer plus entièrement à son importante entreprise lainière. M. Paul Bersez, s'imposait au choix des délégués, comme il s'imposera sans aucun doute, le 8 mai, au choix des électeurs, par son honorable passé qui est plein d'heureuses promesses pour l'avenir, par la sympathie qu'inspirent à tout le Cambrésis son extrême honnêteté, sa largeur d'esprit, la vigueur et le sérieux de ses convictions républicaines, et l'expérience des affaires qu'il n'a pas manqué d'acquérir dans l'exercice des deux fonctions de maire de Cambrai et de Conseiller d'arrondissement dont il s'acquitte simultanément à la plus grande satisfaction de tous.

Enfant de Cambrésis, M. Paul Bersez est né à Viesly le 22 janvier 1857. Il appartient à une famille très estimée dans toute la région où elle compte de nombreux représentants. Avant sa majorité, M. Paul Bersez demandait à faire partie du comité républicain de Cambrai. Depuis lors, il n'a cessé de prendre part de la façon la plus active aux luttes en faveur de la République, luttes qui ont continuellement abouti au triomphe le plus complet.

En 1895, il entra officiellement dans la vie politique en succédant à M. Hector Coisin comme conseiller d'arrondissement par 4284 voix sur 4554 votants. Le 3 mai 1896, il arrivait en tête de la liste républicaine aux élections municipales et un an après, à la suite de la démission de la municipalité, il acceptait par dévouement, la charge de premier magistrat de la cité.

C'est encore par dévouement et uniquement pour le bien de la région où actuellement les ouvriers sont en général malheureux, qu'il a bien voulu poser sa candidature aux élections législatives.

Il n'a fait avec un programme très net et très franc et tout plein de promesses démocratiques que M. Paul Bersez, député, se fera un honneur de tenir.

Il visite actuellement les différents cantons de sa circonscription, et partout il reçoit l'accueil le plus chaleureux et sympathique.

Les réactionnaires, qu'il a sans cesse tenus en échec comme maire de Cambrai, ne pouvant trouver dans la région quelqu'un d'assez sérieux, quelqu'un d'assez fou, pour engager contre le candidat républicain une bataille perdue d'avance, ont dû, dans cette circonstance, se jeter, le dernier, du bonapartisme, du boulangisme, de toutes les vieilles et surannées formules politiques, en la personne de M. Robert Mitchell, fils d'Anglais, fils d'Espagnole, filleul de Don Carlos, ancien journaliste à Londres, et blackboule à différentes reprises comme candidat protéiforme...

Le succès n'en sera que plus éclatant pour notre sympathique et honorable ami Bersez.

7e circonscription de Lille

Conférence de M. Waldeck-Rousseau

à l'Hippodrome de Roubaix

Plus de cinq mille personnes se pressaient hier, à l'Hippodrome pour entendre M. Waldeck Rousseau, et un grand nombre n'ayant pu trouver place dans la salle stationnaient dans les couloirs et dans la rue.

Dans l'attente des orateurs, les auditeurs chantent la *Marseillaise*, un anarchiste se fait conspuer.

A neuf heures moins le quart les membres de l'Union sociale font leur entrée dans la salle accompagnant MM. Motte et Waldeck.

Les avertissements répétés n'ont pas empêché qu'un groupe d'anarchistes, perchés aux troisièmes galeries font du tumulte.

M. Motte n'a pas plusôt pris la parole pour remercier la nombreuse assistance que des deux côtés on entend des cris : « Vive la République ! » Au milieu des cris, les interrupteurs sont expulsés et certains anarchistes font malgnées.

Le bruit circule que le citoyen Baillant est parmi les interrupteurs. Ce n'était pas lui, il est au théâtre Deschamps. Toujours est-il que c'est de ce côté qu'on entend les cris pour venir s'écraser sur la table destinée aux orateurs, frôlant M. Motte.

Enfin, un à un, les interrupteurs sont expulsés et M. Motte, affirmant son sincère républicanisme, peut développer quelques points de son programme avant de céder la parole à M. Waldeck-Rousseau. Il est acclamé.

Discours de M. Waldecq-Rousseau

Après avoir remercié l'auditoire de l'accueil chaleureux qui lui est fait, l'orateur engage les auditeurs au calme. Les attentats, les violences, les interruptions qui pourraient se produire, et dit qu'il va parler de la loi sur les syndicats professionnels.

Prenant ces institutions des leur origine, en 1884, l'orateur au milieu du plus grand silence, fait défiler devant ses auditeurs en même temps que le bon *incontestablement utile des syndicats, leur origine.* Suivant pas à pas leur marche progressive, il les suit dans leurs développements et compare leur action bienfaisante à l'action néfaste des grèves.

Parlant de la *reprise ouvrière*, il fait le procès du collectivisme et la salle applaudit.

Il déclare être partisan de l'élargissement de la loi sur les syndicats professionnels.

Devant l'Hippodrome

Pendant toute la durée de la conférence de nombreux groupes collectivistes ont stationné devant l'Hippodrome siffant et chantant.

A la sortie de la reunion a été assez tumultueuse. Une grande partie des auditeurs qui assistaient à une conférence collectiviste du théâtre Deschamps étant venus devant l'Hippodrome.

Réunion de l'Union Sociale et Patriotique

Hier soir, à 9 heures, a eu lieu dans la salle de l'estaminet de la Brasserie, rue Meyerbar, une réunion organisée par l'Union sociale et patriotique, présidée par le président de la 5e section.

M. Noël y a pris la parole devant une centaine d'auditeurs.

Il a fait le procès du collectivisme car, a-t-il dit, nos adversaires se disent socialistes, mais ils jettent de la poudre aux yeux, ce sont des collectivistes et sachez que le collectivisme est le pire des maux pouvant s'abattre sur la société.

Il parle ensuite du tort que les collectivistes ont fait au commerce roubaisien et termine en disant que les Roubaisiens feront leur devoir le 8 mai.

Une réunion collectiviste

A la même heure a eu lieu, à l'estaminet de « Gamin de Paris », à l'angle des rues Turgot et Jacquart, une réunion collectiviste présidée par le citoyen Lambart, ayant pour assesseurs les citoyens Pénaut et Chevalier. Environ 80 personnes y assistaient. Les citoyens Baillant et De Cock y ont pris la parole.

Le premier a parlé des patrons, de M. Motte, il a décrié ce qu'ont fait les collectivistes à Roubaix et à la Chambre.

Le citoyen De Cock a fait, comme dans les précédentes réunions, le procès de la bourgeoisie cléricale.

Grrrande réunion à Bondues

Vendredi soir a eu lieu au café de *l'Harmonie* une conférence électorale.

Deux cents pauvres diables, *obligés* d'avaler la pilule par des patrons, les commerce et de situation, sont venus écouter le boniment souffreteux de M. Albert.

Il y avait du reste dans ce nombre un bon quart de chasseurs, quelques-uns de l'usine Mamelle et un autre quart de ces petits blancs-becs à demi crevés, réchappés du service militaire pour des raisons encore inconnues, et qu'on voit ici encourir le bande cléricale *avec des façons d'Iroquois.*

M. Albert n'avait pas jugé à propos de s'affubler de sa mitre évêque. Mais il était fait encadrer de deux larrons et suivre d'un troisième qui répondaient assez de sa qualité de candidat romain.

Vive la *République du Pape*, n'est-ce pas, M. Albert ?

D'un côté le châtelain Devémy, une espèce de bouffon tragique, qu'on a été assez étonné de voir au public, attendu que depuis longtemps on le croyait interné dans un asile quelconque. Aussi il escalade les grilles !.

De l'autre côté le châtelain du Mont, un triste larron celui-là, dont l'éloquence et l'aspect *(soyons poli) sont absolument sous d'un autre ordre.*

C'est ce M. Joire, l'Alexandre de toutes les batailles perdues, qui paraît à la réunion de l'*Epée royale* de liberté et d'égalité.

Le bon bilet, sans doute !

Joire, l'homme-lige de toutes les jésuitières le barnum de notre fameux Martin, Joire se réclamant de la République !

C'est le même Joire qui, l'hiver dernier, il y a quelques années a jeter un pauvre hiver deux de ses locataires à la porte, deux pauvres familles d'ouvriers dont le crime était d'être républicains.

Enfin, pour compléter le trio, l'on pousse voir un aspirant orateur, le grand Fédée, une sorte d'escamoteur ridicule dont nous avons assez curieux de connaître le pays d'origine et le passé passablement ténébreux.

N'aurait-il pas jeté un jour aux orties cette certaine défroque de « chef frère » pour goûter tout comme les autres les joies de la vie du siècle ? — Une réponse de sa part nous ferait bien plaisir.

Voilà donc les jolis piliers sur lesquels s'appuie le parti de M. Albert.

Voilà les individus qui, vendredi, chantaient la *Marseillaise*, qui prostituaient ce noble chant de liberté.

Il y a dix ans, ils en avaient horreur de notre *Marseillaise*, ils l'outrageaient publiquement. Aujourd'hui, ils la clament avec des voix tonitruantes. Mais soyez sûre que si elle est sur leurs lèvres, elle ne sort pas du fond du cœur. Le cœur reste plein de rage contre cette « gueuse de République ».

Heureusement, toutes ces louches manifestations, toutes ces méprisables manœuvres ne tromperont pas le vrai peuple.

Ces hommes de réaction sont trop connus. Ils portent trop la marque de leur origine, de leur passé, de leur milieu.

M. Albert a beau se teindre de rouge. Ce rouge ne tient pas. Il reste blanc *parmi les blancs*. Il reste avec les Joire, les Devémy, consorts, avec les réactionnaires de tout poil avec les sacristains et les bedeaux de tous les patronages. On l'a vu vendredi une fois de plus.

Aussi les électeurs s'empresseront de renvoyer ce candidat à son Cheron, à sa musique, à ses diplômes. Ils le renverront à ses bons petits amis les Jésuites qui ont voulu nous le faire avaler, et ce cher M. Albert pourra continuer de porter des flambeaux en l'honneur de Notre-Dame de l'Usine.

C'est là tout ce que rapporte l'hypocrisie, et c'est bien fait.

Conférence collectiviste au théâtre Deschamps

Rien de sérieux à signaler. Quelques cris ont été poussés environ y assistaient.

Le maire, M. Carette, a été nommé président ; il était entouré de son conseil municipal.

M. Carette a rendu compte des diverses deliberations du Conseil ; M. Guesde lui a donné la réplique en analysant les travaux de la municipalité. M. Moreau est venu à son tour féliciter le Conseil municipal collectiviste.

La réunion s'est terminée sans incident.

8e circonscription de Lille

Parallèle entre deux candidats

Un électeur qui signe : *Un vrai républicain*, nous adresse l'intéressante lettre suivante :

J'ai eu dernièrement l'occasion de voir de près le beau candidat, le sympathique infiniment de sa personne qui s'appelle Albert Masurel.

C'était dans une réunion « soi-disant amicale » dans laquelle il n'avait admis que la sélection de ses partisans de Tourcoing, et quelques représentants des cantons, dont je faisais partie.

Si vous l'aviez vu, débitant des paroles de sucre et de miel, cherchant à enjôler son auditoire par ses flatteries, ses promesses, et l'air bon enfant qu'il s'efforçait de se donner, vous auriez été, vous, vrais républicains, écœurés de tant de bassesse et d'hypocrisie. C'est la l'homme, le gros patron *du fils millionnaire* qui parle en défendre le sous-ouvrier qu'il considère comme de véritables outils.

C'est là l'homme qui dit-il fait la charité. Ah ! oui, nous le savons. Comment il la pratique la charité !

Ce n'est certes pas de lui que l'on peut dire que sa *main droite ignore ce que donne sa main gauche*. S'il donne, il faut que tout le monde le sache !

Ce n'est pas lui qui agirait jamais comme ce brave M. Dron qui, même avant d'être député, savait secourir ses ouvriers. Il faisait le voir auprès de ses malades pauvres, les encourager et les réconforter par de bonnes paroles auxquelles il savait joindre les quelques secours que ses moyens lui permettaient de donner.

Ce n'est pas vous, M. Masurel, qui auriez fait cela ; ce n'est pas vous non plus que l'on pourrait venir trouver du matin au soir pour vous adresser de multiples requêtes ; ce n'est vous vous qui seriez un véritable représentant démocratique.

Au lieu d'être le père du peuple (!) comme vous le promettiez il y a peu de temps aux ouvriers *(j'y étais, M. Masurel)*, vous resteriez l'orgueilleux que vous avez toujours été. S'il vous arrivait de rendre parfois un service, ce serait moyennant une forte rétribution de bassesseries.

Tous les honnêtes gens qui me liront n'auront pas de peine à discerner, celui des deux, de M. Masurel ou de Dron est le plus apte, le mieux qualifié pour servir les intérêts des Tourquennois.

Ils sauront parfaitement établir la distinction.

L'un a pris un masque et s'efforce de dissimuler la couleur du drapeau qu'on lui a mis en main.

C'est M. Masurel.

Le second est sans un masque, il veut rester en face et aller droit devant lui, bannière déployée, conscient d'avoir toujours fait son devoir et de devoir toujours plus que son devoir.

Celui-là c'est M. Dron.

Toujours il a servi fidèlement notre cause et nous lui devons une profonde gratitude.

Aussi est-ce le nom de Dron qui une fois de plus sortira triomphant des urnes.

Vive Dron ! Vive la République ! A bas les *Blancs !*

« Monsieur » n'est pas suffisant

Il nous revient qu'une pétition signée par bon nombre de lecteurs de la « *Croix* » est parvenue aux douaniers de Roubaix-Tourcoing. Nous ne connaissons ici, a été adressée à M. Méline. Cette pétition a pour but de demander que la particule de figure devant le nom du candidat Masurel.

Sachez donc « Monsieur » Masurel, que